

Réunion avec la ministre des Transports, le bras de fer continue ! On ne lâche rien !

Alors qu'il est possible de réintégrer notre système ferroviaire public et de reconstruire son efficacité économique et sociale en respectant les directives européennes en vigueur, le gouvernement continue à vouloir passer en force. Après les annonces (vendredi 30 mars) d'une ouverture à la concurrence programmée dès 2019, la ministre des Transports, débordante de mépris pour les grévistes, annonce en pleine grève des cheminots et à la veille de l'examen du projet de loi au parlement, **l'obsolescence du statut, renvoie à une négociation avec le patronat, le maintien des modalités de transfert des cheminots et pour accélérer la privatisation, que la SNCF devra encore supporter le poids de la dette ferroviaire.**

Le gouvernement, annonce ce jour la fin programmée du statut ...

Un même statut pour tous les travailleurs du rail, c'est la solution pour éviter l'ouverture à la concurrence et le dumping social, c'est la solution pour pérenniser le statut ! C'est ce que refuse de négocier le gouvernement !

→ **95 % des salariés du ferroviaire sont les cheminots de la SNCF !**

Le Gouvernement prétexte un principe d'équité et refuse d'aligner les 5 % de salariés qui ne sont pas au statut. Ils feront la même chose ensuite avec les agents des fonctions publiques (d'État, des collectivités territoriales et de la santé), puis supprimeront tous les accords locaux pour ramener l'ensemble des salariés au niveau du Code du Travail !

Le gouvernement persiste et signe dans ces annonces :

- Les nouveaux embauchés ne seront plus au statut et se verront appliquer les conditions sociales reprises au niveau de la branche.
- Les cheminots transférés ne conserveront quasiment rien du statut et seront considérés comme démissionnaires s'ils refusent le transfert. (Une partie pourrait-être affectée sur volontariat, mais quoi qu'il arrive, il y aura transfert obligatoire pour les cheminots qui travaillaient sur la ligne reprise par le nouvel opérateur).
- Pour les cheminots restants, la décroissance des effectifs et le double statut feront disparaître en quelques années le statut.

La Fédération SUD-Rail exige le retrait du pacte ferroviaire et l'ouverture immédiate de négociations avec comme préalable, l'application du statut des cheminots à tous les travailleurs du rail ; statut qu'il faut améliorer également.

Le gouvernement refuse de requalifier sa dette ferroviaire en dette d'État !

Depuis des années, la dette sert de prétexte pour renforcer la maltraitance sociale, le gel des salaires et réclamer aux cheminots des efforts pour rembourser une dette qui est celle de l'État et des patrons, **car elle découle de leurs décisions !** Cette dette sert aussi d'épouvantail contre les conditions sociales des cheminots, qui gênent les appétits des sociétés prêtes à profiter des aides publiques, alors qu'elles n'ont jamais participé à la construction ferroviaire.

L'équation est pourtant simple, c'est à l'État d'assumer les coûts liés à l'infrastructure et non aux cheminots et aux usagers d'en financer le coût complet, alors que nulle part ailleurs, aucune infrastructure de transport ferroviaire ne s'est jamais autofinancée.

Le gouvernement, aidé par Pépy, continue pourtant à avancer dans cette impasse qui sert d'épouvantail pour supprimer le statut de l'entreprise et des cheminots, pour augmenter les péages et inciter les régions et la SNCF à augmenter les tarifs, et à abandonner une partie importante du réseau ferroviaire et supprimer des effectifs.

La Fédération SUD-Rail propose de réunifier les 3 EPIC en 1, ce qui supprimerait les coûts générés par cette organisation éclatée, estimée à 1,5 milliards d'euros par an.

- Une requalification de la dette en dette d'État,
- La mise en place d'une fiscalité plus juste tenant compte des modes les moins nuisant. C'est le cas en Suisse où la taxation des modes les plus nuisant permet le développement et la régénération du ferroviaire.

La Fédération SUD-Rail appelle les cheminots, les travailleurs du rail, les usagers, à s'unir pour gagner le retour à un monopole public ferroviaire permettant d'éradiquer tout dumping social. (Mise en concurrence des salariés, transfert et moins-disant social, blocage des rémunérations et des déroulements de carrière, licenciement en cas de refus, conditions de travail alignées sur ce qu'il reste du Code du Travail...)

A la SNCF, dans tous les services publics, dans toutes les branches et avec les étudiants, Refusons d'être sacrifiés sur l'autel de la rentabilité, c'est ensemble qu'il faut se battre !

Oui, la grève des cheminots est un élément central pour la convergence des luttes, pour gagner à la SNCF et sur toutes les revendications portées par les salariés, étudiants, retraités.

**Non, nous ne serons pas plus fort éclatés !
C'est tous ensemble que l'on va gagner !**



FÉDÉRATION SUD-Rail - 17 BOULEVARD DE LA LIBÉRATION 93200 ST DENIS

TEL : 01 42 43 35 75

@ : sud.rail.federation@gmail.com

FACEBOOK : @sudrailofficiel

FAX : 01 42 43 36 67

INTERNET : www.sudrail.fr

TWITTER : @Fede_SUD_Rail